

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 21 avril 2025

Accord UE-Mercosul : un pari risqué pour l'industrie brésilienne ?

Les retombées économiques de l'accord divisent au Brésil : s'il est salué comme une avancée diplomatique, il suscite de fortes inquiétudes quant à ses effets sur une industrie locale déjà fragilisée par un important écart de compétitivité avec l'UE. Sans mesures d'accompagnement, il pourrait accentuer les déséquilibres commerciaux, renforcer la dépendance aux exportations de matières premières et freiner le développement industriel.

Le crédit poursuit sa croissance en février, soutenu par les programmes publics

En février, le crédit a continué de progresser, malgré un environnement de taux élevés et un ralentissement de l'activité économique. La dynamique reste portée par le crédit dirigé, soutenu par les programmes publics. Le crédit libre se stabilise, avec une progression des segments les plus risqués. Le taux de défaut affiche une légère détérioration.

Le Brésil veut se positionner comme une puissance verte dans la nouvelle économie mondiale

Le rapport « *Pontos de Virada Tecnológica para a Transformação Ecológica* », publié en avril 2025 par l'Institut AYA et le ministère des Finances, identifie six chaînes de valeur clés pouvant faire du Brésil un leader de l'économie verte mondiale, avec un potentiel de 430 Md USD de PIB additionnel d'ici 2030. Ce diagnostic a inspiré le Plan de Transformation Écologique, structuré autour de six axes et fondé sur des outils financiers innovants.

Graphiques de la semaine : Evolution des taux d'intérêts sur le crédit au Brésil

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+3,5%	+10,6%	132 816
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-3,8%	-10,8%	191
Taux de change USD/BRL	-3,2%	-8,0%	5,69
Taux de change €/BRL	-3,0%	+1,0%	6,47

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

4^{ème}

C'est la place qu'occupe le Brésil dans le classement 2025 des marchés émergents les plus attractifs pour l'investissement étranger, selon le cabinet Kearney. Le pays gagne une position par rapport à 2024 (5^{ème}) et trois par rapport à 2023 (7^{ème}).

Actualités macro-économiques & financières

Accord UE-Mercosul : un pari risqué pour l'industrie brésilienne ?

Les retombées économiques pour le Brésil de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosul divisent, malgré un soutien affiché de la classe politique brésilienne. Si le traité est perçu comme une avancée diplomatique majeure, ses effets sur la compétitivité industrielle du pays restent incertains et suscitent de vives préoccupations.

L'enjeu principal: l'écart de compétitivité entre les deux blocs. Le Brésil, excédentaire sur les produits agricoles et miniers, affiche un important déficit commercial dans les secteurs industriels à forte valeur ajoutée. En face, l'UE dispose d'une industrie largement plus robuste: en 2019, la production manufacturière européenne atteignait près de 2 300 Md USD, contre 282 Md USD pour le Mercosul. **Des économistes brésiliens**

alertent ainsi sur un possible affaiblissement de l'industrie locale, déjà pénalisée par le « coût Brésil »¹, face à une ouverture accrue aux produits européens. Le secteur automobile, notamment, pourrait être particulièrement exposé, malgré les clauses de sauvegarde obtenues par le gouvernement Lula en 2024².

Autre point de friction: les droits de douane. Le Brésil applique actuellement un tarif moyen de 15,2% sur ses importations, contre 1,8% pour l'UE³. La suppression progressive de ces barrières pourrait ainsi favoriser mécaniquement les exportateurs européens. Une étude de la London School of Economics (LSE) estime que **les exportations industrielles européennes vers le Mercosul bondiraient de 72,7%, contre 7,9% dans le sens inverse.** L'agriculture brésilienne profiterait davantage de l'accord, mais resterait contrainte par des quotas restrictifs.

L'étude de la LSE souligne également que les effets sur l'emploi au Brésil seraient contrastés. **Aucune hausse significative des salaires n'est attendue, mais une réallocation des emplois de l'industrie vers l'agriculture est probable, accentuant une spécialisation dans des secteurs moins qualifiés.**

¹ L'un des principaux handicaps structurels de l'industrie brésilienne réside dans le fameux « coût Brésil » (« *Custo Brasil* »), un ensemble de facteurs qui alourdissent significativement les coûts de production. Il englobe des éléments tels que la complexité administrative et fiscale, les charges sociales élevées, les déficiences logistiques, l'instabilité réglementaire, ainsi qu'un système judiciaire lent et peu prévisible. À cela s'ajoutent des taux d'intérêt historiquement élevés et une faible productivité du travail.

² Pour atténuer les risques pesant sur l'industrie automobile nationale, le gouvernement Lula a négocié en 2024 plusieurs clauses de sauvegarde dans le cadre de l'accord UE-Mercosul. Ces dispositions prévoient une libéralisation progressive des importations européennes de véhicules et de pièces détachées, échelonnée sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans. L'objectif est de donner à l'industrie brésilienne le temps nécessaire pour s'adapter, moderniser ses équipements et améliorer sa compétitivité. Des quotas initiaux restreints sur les véhicules importés ainsi que des mécanismes de révision en cas de déséquilibres commerciaux significatifs ont

également été introduits. Toutefois, de nombreux analystes considèrent ces mesures comme insuffisantes au regard de l'ampleur du différentiel technologique et productif avec l'industrie européenne. Les syndicats, de leur côté, redoutent des pertes d'emplois massives, notamment dans les États fortement dépendants de cette filière comme São Paulo ou Minas Gerais.

³ Les droits de douane du Brésil vis-à-vis des importations en provenance de l'Union européenne sont généralement dans la même fourchette que les tarifs moyens globaux (autour de 15%), mais varient selon les secteurs. Les biens industriels européens sont souvent soumis à des droits allant de 14% à 20%, notamment dans les secteurs de l'automobile, des machines, de la chimie et des produits manufacturés. Les produits agricoles européens sont parfois encore plus taxés avec des droits pouvant dépasser 35%, surtout pour les produits sensibles (laitages, alcools, etc.). Inversement, les droits appliqués par l'UE aux importations brésiliennes sont beaucoup plus faibles, d'environ 2 % en moyenne, avec des pics tarifaires pour les produits agricoles sensibles (ex. sucre, bœuf), souvent gérés par des quotas tarifaires.

À l'inverse, une étude de l'Institut brésilien de recherche économique appliquée (IPEA) adopte une lecture plus optimiste. Elle affirme que **l'accord pourrait, dans un contexte de concurrence accrue avec l'Asie, permettre aux industriels brésiliens de réduire leurs coûts via l'importation de biens intermédiaires européens, améliorant ainsi leur compétitivité.**

Les projections macroéconomiques sont elles aussi nuancées. Si l'industrie parvient à gagner en productivité, le PIB brésilien pourrait enregistrer un gain de croissance supplémentaire de 1,4% d'ici 2040. Dans le cas contraire, les gains seraient limités. **L'un des leviers les plus prometteurs serait l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'Europe au Brésil.** L'accord pourrait favoriser leur réorientation vers des secteurs à forte valeur ajoutée — santé, 5G, énergies renouvelables, mobilité urbaine — et contribuer à la transformation structurelle de l'économie.

Déjà premier investisseur étranger au Brésil, l'UE concentre aujourd'hui ses IDE dans le pétrole, l'automobile ou la chimie, sans véritable effet de transformation industrielle. Or, dans le contexte du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), **le mix énergétique majoritairement décarboné du Brésil pourrait devenir un atout.** En s'implantant localement, les industriels européens pourraient produire à moindre empreinte carbone, échapper au MACF et bénéficier des avantages de l'accord.

Enfin, l'étude de la LSE note que l'accord entraînerait une baisse générale des prix au Brésil, stimulant la consommation intérieure – un effet

cohérent avec la lutte actuelle contre l'inflation.

Pour que l'accord soit bénéfique, des mesures d'accompagnement seront toutefois essentielles : réduction progressive des tarifs, dispositifs de protection pour l'industrie locale, investissements dans la formation et la mobilité des travailleurs, et allègement de la fiscalité sur la production. Sans cela, l'accord de libre-échange risque de creuser davantage les déséquilibres existants.

Le crédit poursuit sa croissance en février, soutenu par les programmes publics

L'encours de crédit accordé par les institutions financières s'établit à 6 487 Md BRL (1 003 Md EUR) en février, soit 54,6% du PIB, selon les [dernières données](#) de la Banque centrale du Brésil (BCB). **Cela représente une progression de 0,4% par rapport à janvier et de 11,8% sur un an⁴,** en ligne avec les attentes du marché. Ces chiffres traduisent une dynamique globalement soutenue, malgré un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique et des taux d'intérêt toujours élevés.

La croissance du crédit au Brésil en février a été principalement portée par les prêts à allocation dirigée, encadrés par des politiques publiques à taux subventionnés⁵. À l'inverse, les crédits à allocation libre⁶ — non affectés à une utilisation spécifique — ont montré des signes de stagnation sur le mois, tant

⁴ En termes nominaux.

⁵ Le **crédit dirigé** désigne des prêts encadrés par des politiques publiques, avec des conditions souvent régulées pour soutenir des secteurs prioritaires ou des objectifs sociaux. Il inclut des taux d'intérêt subventionnés, comme pour l'immobilier (ex. : *Minha*

Casa Minha Vida), l'agriculture et les financements de la BNDES.

⁶ Le **crédit libre** désigne les prêts dont les conditions sont négociées directement entre les banques et les emprunteurs, sans contraintes gouvernementales spécifiques. Cela inclut, par exemple, les cartes de crédit, les prêts personnels non garantis et les découverts bancaires.

pour les ménages que pour les entreprises.

Dans le détail, les encours de crédits à allocation dirigée (crédit immobilier, prêts agricoles, etc.) ont progressé de 0,9% sur le mois, atteignant 2 740 Md BRL. **Les crédits à allocation libre** sont restés stables à 3 746 Md BRL. Sur douze mois, les crédits dirigés progressent de 12,5%, contre 11,3% pour les crédits libres.

Cette progression est principalement portée par les entreprises, dont les encours atteignent 2 460 Md BRL (+0,5% sur le mois⁷). Cette hausse provient presque exclusivement des crédits dirigés (+1,1% sur le mois)⁸. **Les crédits aux ménages s'élèvent à 4 027 Md BRL** (+0,4% sur le mois⁹). Là encore, la croissance mensuelle repose exclusivement sur les crédits dirigés ; tandis que les crédits libres stagnent.

Le taux d'intérêt moyen pratiqué par les établissements bancaires a augmenté de 0,7 point de pourcentage (p.p.) en février, atteignant 30,5% par an - son niveau le plus élevé depuis juillet 2023. Il s'agit de la cinquième hausse consécutive, dans un contexte de resserrement monétaire opéré par la Banque centrale.

Les crédits à allocation libre destinés aux ménages ont été les plus affectés : leur taux moyen a grimpé de 2,4 p.p., atteignant 56,3% par an. À l'inverse, le taux moyen des crédits à allocation libre pour les entreprises a légèrement reculé sur la période (-0,2 p.p.), pour s'établir à 23,9%. Les taux appliqués aux crédits dirigés ont quant à eux reculé, tant pour les entreprises (-1 p.p., à 13,5%) que pour les ménages (-0,7 p.p., à 10,5%).

Le spread bancaire moyen a augmenté de 1 p.p. sur le mois, pour atteindre 19,3 p.p.. Cette progression reflète notamment la part croissante des lignes de crédit à risque élevé vers les ménages (+2,5 points de spread).

Le taux moyen de défaut (prêts échus depuis plus de 90 jours) s'est établi à 3,3%¹⁰, en hausse de 0,1 p.p. sur le mois — soit la deuxième hausse consécutive. **Cette évolution résulte d'une légère dégradation du taux de défaut des entreprises, passé de 2,2% à 2,3%,** tandis que celui des ménages est resté stable à 3,8 %. Elle s'explique également **par une hausse du taux de défaut sur les crédits à allocation libre (de 4,4% à 4,5%),** alors que les crédits dirigés sont inchangés.

Etude économique & financière

Le Brésil veut se positionner comme une puissance verte dans la nouvelle économie mondiale

Le Brésil se positionne comme un acteur stratégique de la nouvelle économie verte mondiale. Le rapport « *Pontos de Virada Tecnológica para a Transformação Ecológica* », publié en avril par l'Institut AYA en partenariat avec le ministère des Finances et

⁷ Comprenant à la fois les crédits aux entreprises en allocation libre et en allocation dirigée.

⁸ Exemple : lignes de crédit pour micro-entreprises et micro-entrepreneurs avec des taux inférieurs à la moyenne grâce à des mécanismes de garantie publique, comme le programme *Acredita* ; renégociation des dettes du *Pronampe* (Programme National de Soutien aux Microentreprises et aux Petites Entreprises) ; conditions

spéciales pour les entreprises dirigées par des femmes, etc.

⁹ Comprenant à la fois les crédits aux ménages en allocation libre et en allocation dirigée.

¹⁰ A titre de comparaison, ce taux est en moyenne de 1,74% dans les pays de l'OCDE et de 3,29% pour les pays émergents.

soutenu par le programme UK PACT, dresse une cartographie inédite des chaînes de valeur prioritaires pour une trajectoire de croissance bas carbone. Ce document, pensé pour éclairer les débats en amont de la COP30 à Belém, traduit un changement profond de paradigme : la transformation écologique n'est plus un coût, mais une formidable opportunité de développement économique, social et technologique.

Des chaînes de valeur à fort potentiel peuvent redéfinir le modèle de croissance brésilien. Le rapport identifie six chaînes de valeur prioritaires : (i) les carburants durables d'aviation (SAF); (ii) les minéraux critiques et les véhicules électriques; (iii) la bio-santé et les superaliments; (iv) la circularité des plastiques et textiles; (v) l'adaptation côtière et les infrastructures, ainsi que (vi) les mécanismes de réduction d'émissions et les marchés du carbone. Selon les estimations, **ces secteurs pourraient générer jusqu'à 430 Md USD de PIB additionnel d'ici 2030** (soit une hausse d'environ 20% par rapport au PIB de 2024), **tout en créant près de 10 M d'emplois.** Par exemple, la seule filière SAF pourrait ajouter 17 à 36 Md USD par an au PIB tout en restaurant des terres dégradées.

Le Brésil - doté d'une des matrices énergétiques les plus propres au monde, d'une biodiversité exceptionnelle et de vastes ressources naturelles - est bien positionné pour devenir un fournisseur global de solutions durables. Sa capacité à produire du SAF à faible coût, par exemple, pourrait faire du Brésil un leader de la décarbonation du transport aérien, un des secteurs les plus difficiles à électrifier.

Le Plan de Transformation Écologique (PTE), présenté sous le nom de "Novo Brasil", organise l'action publique afin

de tirer pleinement parti des opportunités ouvertes par la transition vers une économie verte. Lancé officiellement en décembre 2023 à la COP28, ce plan constitue la feuille de route du gouvernement brésilien pour inscrire le pays dans une trajectoire de développement durable et inclusif. Il articule six grands axes d'intervention : i) les finances durables (mobilisation d'investissements publics et privés en faveur de projets à faible empreinte carbone), ii) le renforcement technologique (montée en gamme de la production industrielle nationale grâce à l'innovation), iii) la bioéconomie (valorisation durable des ressources naturelles, notamment issues de la forêt amazonienne), iv) la transition énergétique (développement des énergies renouvelables et efficacité énergétique), v) l'économie circulaire (réduction, réutilisation et recyclage des ressources) et vi) les infrastructures vertes et résilientes (adaptation aux effets du changement climatique). Il mobilise un large spectre d'acteurs publics et privés pour restructurer l'appareil productif en faveur de technologies propres et de forte valeur ajoutée.

L'agenda de la transformation peut également servir de réponse stratégique aux tensions géopolitiques.

Dans un contexte international marqué par la fragmentation des échanges, la montée du protectionnisme et les tensions tarifaires — notamment avec les États-Unis — le Brésil cherche à repositionner son économie en l'ancrant dans les nouvelles chaînes de valeur durables. En misant sur l'exportation de biens et services à faible empreinte carbone, le pays ambitionne de diversifier ses partenaires commerciaux, tout en se présentant comme un fournisseur fiable et engagé dans la transition verte.

Pour appuyer cette stratégie, plusieurs instruments sont en train d'être

déployés. Les obligations souveraines vertes, déjà émises avec succès en 2023, permettent au gouvernement de lever des fonds sur les marchés internationaux pour financer des projets durables. Le Fonds Climat, opéré par la BNDES, soutient le développement de technologies propres, de la restauration écologique et de l'agriculture bas carbone. Le programme *Eco Invest*, quant à lui, vise à sécuriser les investissements privés de long terme dans l'économie verte, en offrant une couverture contre les risques de change. Enfin, la création de la Plateforme nationale d'investissement climatique vise à centraliser l'identification, la structuration et la mise en relation de projets verts avec des investisseurs institutionnels, en particulier dans les territoires moins couverts par les flux financiers traditionnels. Ces dispositifs constituent les fondations d'un nouveau modèle économique, plus résilient, plus inclusif et mieux intégré aux marchés internationaux durables.

Le rapport insiste sur les deux grands défis que le pays doit surmonter pour réussir sa transformation écologique : la formation de la main-d'œuvre et la mobilisation du financement. D'une part, il souligne la nécessité d'anticiper les compétences requises dans les nouvelles filières – comme les biotechnologies, les énergies renouvelables ou les batteries – par des politiques ciblées de formation professionnelle et de coordination avec les acteurs locaux de l'enseignement et de la recherche. D'autre part, il met en lumière l'importance de cartographier les bailleurs de fonds et les besoins de financement par territoire et par chaîne de valeur, afin de développer des instruments financiers sur mesure. Certaines filières comme le cacao ou la

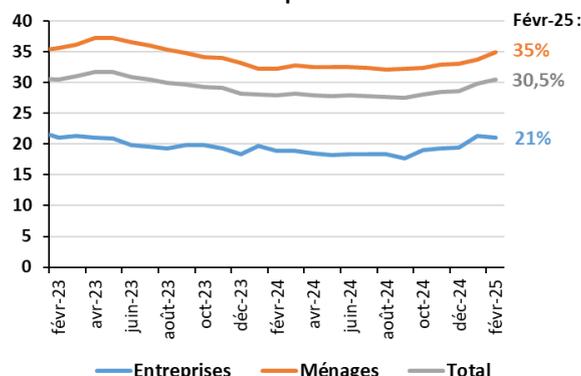
bio-santé, à fort potentiel mais encore peu capitalisées, pourraient ainsi bénéficier de solutions spécifiques pour accélérer leur structuration.

* * *

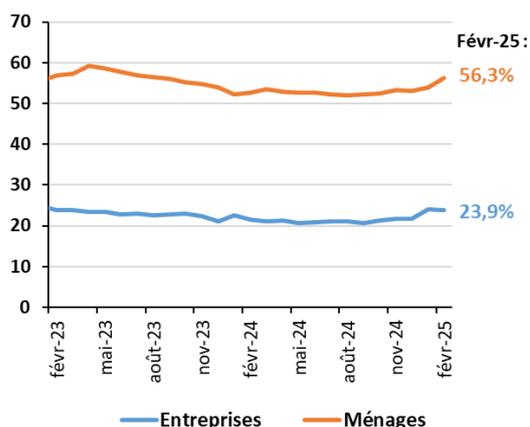
Graphiques de la semaine

Evolution des taux d'intérêts sur le crédit au Brésil

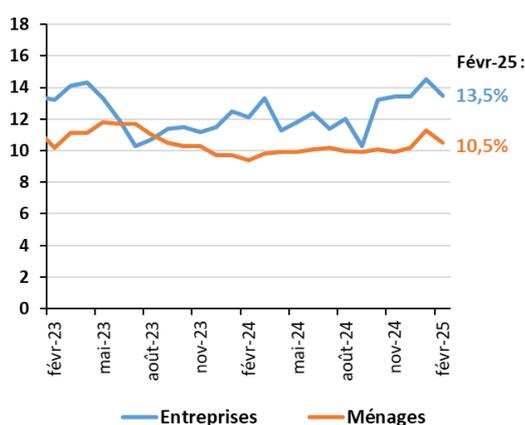
Evolution des taux d'intérêts moyen, en % par an



Evolution des taux d'intérêts pour les crédits en allocation libre, en % par an



Evolution des taux d'intérêts pour les crédits en allocation dirigée, en % par an



Le crédit dirigé désigne des prêts encadrés par des politiques publiques, avec des conditions souvent régulées pour soutenir des secteurs prioritaires ou des objectifs sociaux. Il inclut des taux d'intérêt subventionnés, comme pour l'immobilier (ex. : *Minha Casa Minha Vida*), l'agriculture et les financements de la BNDES. **Le crédit libre** désigne les prêts dont les conditions sont négociées directement entre les banques et les emprunteurs, sans contraintes gouvernementales spécifiques. Cela inclut, par exemple, les cartes de crédit, les prêts personnels non garantis et les découverts bancaires.

Source : Banque centrale du Brésil

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr